

Sept.
2018

À quelques semaines des élections, il est effectivement important pour certaines organisations syndicales de se positionner sur la défense de la voie professionnelle.

Les propositions de Blanquer génèrent de fortes inquiétudes parmi les professeurs de lycées professionnels, qui pour certaines sont entretenues par le flou qui entoure ses propositions.

Un développement de l'apprentissage par la mixité des publics et des parcours ? FAUX

Le Sgen-CFDT est favorable au développement de l'apprentissage au sein des établissements publics, non pas comme offre de substitution, mais comme offre de formation supplémentaire, seule solution pour éviter que les lycées professionnels ne se vident de leurs élèves. Que se passera-t-il, demain, quand un élève rentrera d'une période de formation en milieu professionnel (PFMP) en disant qu'on lui a proposé de signer un contrat d'apprentissage ? On le laissera partir au CFA (ou au lycée privé) voisin ou on organisera son parcours pour qu'il poursuive sa formation au lycée ?

Pour le Sgen-CFDT, plusieurs conditions doivent être remplies pour garantir les conditions de travail des personnels :

- les effectifs des apprentis doivent être comptabilisés dans les effectifs de l'établissement et pris en compte au moment de l'allocation des moyens, notamment pour la dotation horaire globale (DHG) ;
- les services des enseignants en lycée professionnel (18 h moyenne hebdomadaire) doivent intégrer dans les ventilations de service (VS) les heures faites devant des groupes d'apprentis avec une pondération de 1,25.

De nouvelles grilles horaires d'enseignement avec une baisse des heures d'enseignement disciplinaire ? VRAI**Des baisses d'heures disciplinaires au profit de dispositifs opaques ? FAUX**

L'objectif est de réduire le temps scolaire des élèves. Le Sgen-CFDT le revendique. Il ne s'agit pas pour nous d'accepter des suppressions de postes, mais de multiplier les dispositifs pédagogiques améliorant les conditions de travail des élèves et des professeurs, dont la co-intervention fait partie.

Des regroupements de spécialités dans des « grandes familles de métiers » qui aboutiront à la dé-spécialisation des formations (secondes indifférenciées) ? FAUX

Lors des concertations, le Sgen-CFDT s'était prononcé pour une entrée plus progressive dans les spécialités professionnelles avec une classe de seconde commune et ne peut que se satisfaire de cette annonce. Elle va dans le sens du projet de lycée polyvalent et modulaire proposé par le Sgen-CFDT.

Pour autant, une telle mesure ne peut pas réussir dans la précipitation. L'échéance 2019

nous inquiète, car le temps nous semble insuffisant pour définir le projet de l'équipe pédagogique et la place de chaque professeur d'enseignement professionnel dans ce dispositif.

Pour le Sgen-CFDT, ces secondes communes par familles de métiers ne devront pas être des classes de découverte professionnelle.

Le Sgen-CFDT demande le respect des engagements pris lors des concertations : maintien des dotations profs sur la base des grilles actuelles.

On ne doit pas mentir aux familles et aux élèves : pouvoir choisir sa spécialité, c'est aussi garantir à l'élève de poursuivre sa formation en première dans son lycée de scolarisation en seconde ou dans un lycée du réseau de l'établissement. Une telle mesure implique une révision des cartes des formations qui ne doit pas s'accompagner d'une brutale contrainte de mobilité pour les collègues et/ou les élèves.

La mise en place des campus « d'excellence » ? **VRAI**

Le Sgen-CFDT ne devrait qu'approuver les mesures qui accompagnent la création des campus d'excellence (insertion facilitée, mixité des parcours élèves, cohérence de l'offre de formation du CAP aux diplômes de l'enseignement supérieur, cursus bac-3/bac+5, formation tout au long de la vie...).

Mais leur généralisation (création de trois super-campus par région) risque de laisser pour compte la majorité des lycées professionnels et leurs élèves, et n'être qu'une « vitrine » pour certaines formations.

Un plan social confirmé sur le bac pro GA sans réponse acceptable ? **VRAI** **FAUX**

Pour le Sgen-CFDT, il ne s'agit pas d'un plan social, mais d'une redéfinition d'un diplôme dont le référentiel n'a jamais répondu aux besoins des entreprises.

Le Sgen-CFDT rappelle sa revendication de création de sections de BTS dans tous les lycées professionnels, dont les cours seront assurés par des professeurs de lycée professionnel (comme le statut le permet) et demande la possibilité d'échanges de services entre personnels des lycées professionnels et des lycées généraux ou technologiques.

Le Sgen-CFDT sera là pour rappeler au ministère la nécessité de mettre les moyens et d'utiliser la bonne méthode pour que l'avenir du bac GA, des personnels et des jeunes concernés ne souffrent pas de ce nouveau bouleversement.

Un CAP à la carte ? **FAUX**

Un CAP en un, deux ou trois ans, en fonction de l'origine scolaire, pour le Sgen-CFDT, ce n'est pas scandaleux. Proposer des parcours adaptés d'accès au diplôme nous semble intéressant.

Pour le Sgen-CFDT, adaptation et individualisation de la formation nécessitent des effectifs réduits, une formation pour les enseignants, des temps de concertation à la disposition des équipes pédagogiques pour construire des projets permettant la réussite de cette transformation.

Lycée professionnel : formation d'une main-d'œuvre docile et à faible cout ? **FAUX**

Pour le Sgen-CFDT, il faut en finir avec ces discours stériles d'un temps ancien. Ces arguments souvent employés par les partisans de la réduction des périodes de PFMP, contribuent à ghettoïser les lycées professionnels.